



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Canada Disability Savings Regulations

Règlement sur l'épargne- invalidité

SOR/2008-186

DORS/2008-186

Current to June 10, 2013

À jour au 10 juin 2013

Last amended on December 14, 2012

Dernière modification le 14 décembre 2012

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS
OF CONSOLIDATIONS

CARACTÈRE OFFICIEL
DES CODIFICATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit:

Published
consolidation is
evidence

31. (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

31. (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Codifications
comme élément
de preuve

...

[...]

Inconsistencies
in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

Incompatibilité
— règlements

NOTE

This consolidation is current to June 10, 2013. The last amendments came into force on December 14, 2012. Any amendments that were not in force as of June 10, 2013 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

NOTE

Cette codification est à jour au 10 juin 2013. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 14 décembre 2012. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 10 juin 2013 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

Registration
SOR/2008-186 June 5, 2008

CANADA DISABILITY SAVINGS ACT

Canada Disability Savings Regulations

P.C. 2008-1005 June 5, 2008

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Human Resources and Skills Development, pursuant to section 17 of the *Canada Disability Savings Act*^a, hereby makes the annexed *Canada Disability Savings Regulations*.

Enregistrement
DORS/2008-186 Le 5 juin 2008

LOI CANADIENNE SUR L'ÉPARGNE-INVALIDITÉ

Règlement sur l'épargne-invalidité

C.P. 2008-1005 Le 5 juin 2008

Sur recommandation du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et en vertu de l'article 17 de la *Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*^a, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur l'épargne-invalidité*, ci-après.

^a S.C. 2007, c. 35, s. 136

^a L.C. 2007, ch. 35, art. 136

CANADA DISABILITY SAVINGS REGULATIONS

INTERPRETATION

1. The following definitions apply in these Regulations.

“Act” means the *Canada Disability Savings Act*. (*Loi*)

“assistance holdback amount” means, at a particular time,

(a) in the case of an RDSP that is, at the particular time, a specified disability savings plan, nil; and

(b) in any other case, the total amount of bonds and grants paid into an RDSP within the 10-year period before the particular time, less any amount of bond or grant paid in that 10-year period that has been repaid to the Minister. (*montant de retenue*)

“bond” means a Canada Disability Savings Bond. (*bon*)

“grant” means a Canada Disability Savings Grant. (*subvention*)

“issuer agreement” means an agreement entered into by the Minister and an issuer of an RDSP that relates to the payment of a grant or bond. (*convention d'émetteur*)

“RDSP” means a registered disability savings plan under section 146.4 of the *Income Tax Act*. (*REEI*)

2011, c. 15, s. 7.

REQUIREMENTS FOR PAYMENT OF GRANT

2. The Minister may pay a grant into an RDSP in respect of a contribution made to and not withdrawn from the RDSP if

(a) the issuer enters into an issuer agreement with the Minister that applies to the RDSP and includes the terms and conditions set out in section 4;

(b) the issuer submits, at the request of the holder of the RDSP, an application for the grant to the Minister

(i) for a contribution made before 2010, no later than June 30, 2010, and

RÈGLEMENT SUR L'ÉPARGNE-INVALIDITÉ

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«bon» Bon canadien pour l'épargne-invalidité. (*bond*)

«convention d'émetteur» Convention conclue entre le ministre et l'émetteur d'un REEI relativement au versement d'une subvention ou d'un bon. (*issuer agreement*)

«Loi» La *Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*. (*Act*)

«montant de retenue» À un moment donné :

a) s'il s'agit d'un REEI qui est un régime d'épargne-invalidité déterminé à ce moment, zéro;

b) dans les autres cas, le montant total des subventions et des bons se trouvant, à ce moment, dans un REEI et qui y ont été versés au cours des dix années précédentes, déduction faite du montant de toute subvention ou de tout bon versé au cours de cette période qui a été remboursé au ministre. (*assistance holdback amount*)

«REEI» Régime enregistré d'épargne-invalidité au sens de l'article 146.4 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. (*RD-SP*)

«subvention» Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité. (*grant*)

2011, ch. 15, art. 7.

EXIGENCES POUR LE VERSEMENT DE SUBVENTIONS

2. Le ministre peut verser une subvention à un REEI à l'égard de toute cotisation versée à celui-ci et n'en ayant pas été retirée, si les exigences ci-après sont remplies :

a) l'émetteur conclut avec le ministre une convention d'émetteur qui s'applique au REEI et qui comporte les modalités prévues à l'article 4;

b) l'émetteur présente au ministre, à la demande du titulaire du REEI, une demande de subvention à l'égard de toute cotisation versée dans le délai suivant :

- (ii) for a contribution made in 2010 or later, no later than 180 days after the day on which the contribution is made;
- (c) the beneficiary is less than 49 years of age at the end of the year preceding the year in which the contribution is made;
- (d) the total of the contribution and all other contributions made to an RDSP of the beneficiary does not exceed \$200,000;
- (e) the beneficiary is a DTC-eligible individual in respect of the year in which the contribution is made; and
- (f) in the opinion of the Minister, the issuer complies with the requirements of these Regulations and the terms and conditions of the issuer agreement that applies to the RDSP.

REQUIREMENTS FOR PAYMENT OF BOND

3. The Minister may pay a bond into an RDSP if

- (a) the issuer enters into an issuer agreement with the Minister that applies to the RDSP and includes the terms and conditions set out in section 4;
- (b) the holder requests, no later than December 31 of the year for which the bond is payable, that the issuer submit an application for the bond;
- (c) the issuer submits an application for the bond to the Minister
 - (i) with respect to a request made to the issuer before 2010, no later than June 30, 2010, and
 - (ii) with respect to a request made to the issuer in 2010 or later, no later than 180 days after the day on which the request for the bond is made to the issuer;
- (d) the beneficiary is less than 49 years of age at the end of the year preceding the year for which the bond is payable;

(i) s'agissant d'une cotisation versée avant 2010, au plus tard le 30 juin 2010,

(ii) s'agissant d'une cotisation versée en 2010 ou ultérieurement, dans les cent quatre-vingts jours suivant la date à laquelle le versement de la cotisation a été effectué;

c) le bénéficiaire n'a pas atteint l'âge de quarante-neuf ans à la fin de l'année précédant celle au cours de laquelle la cotisation est versée;

d) le total de la cotisation et des autres cotisations versées à un REEI du bénéficiaire n'excède pas 200 000 \$;

e) le bénéficiaire est un particulier admissible au CIPH pour l'année au cours de laquelle le versement de la cotisation a été effectué;

f) le ministre est d'avis que l'émetteur se conforme aux exigences du présent règlement et aux modalités de la convention d'émetteur applicable au REEI.

EXIGENCES POUR LE VERSEMENT DE BONS

3. Le ministre peut verser un bon à un REEI si les exigences ci-après sont remplies :

a) l'émetteur conclut avec le ministre une convention d'émetteur qui s'applique au REEI et qui comporte les modalités prévues à l'article 4;

b) le titulaire, au plus tard le 31 décembre de l'année pour laquelle le bon est à verser, demande à l'émetteur de présenter une demande de bon;

c) l'émetteur présente la demande de bon au ministre dans le délai suivant :

(i) s'agissant d'une demande de bon faite à l'émetteur avant 2010, au plus tard le 30 juin 2010,

(ii) s'agissant d'une demande de bon faite à l'émetteur en 2010 ou ultérieurement, dans les cent quatre-vingts jours suivant la date à laquelle la demande lui est faite;

- (e) the beneficiary is a DTC-eligible individual in respect of the year for which the bond is payable; and
- (f) in the opinion of the Minister, the issuer complies with the requirements of these Regulations and the terms and conditions of the issuer agreement that applies to the RDSP.

TERMS AND CONDITIONS OF ISSUER AGREEMENTS

4. Every issuer agreement shall include the following terms and conditions:

- (a) the issuer shall provide the Minister with any information that the Minister requires for the purposes of the Act and these Regulations;
- (b) the issuer shall maintain records and books of account that relate to the amounts paid under the Act in the form and containing any information that the Minister requires to ensure compliance with the Act and these Regulations;
- (c) the issuer shall allow the Minister access to all documents and other information that the Minister requires for auditing amounts paid or repaid under the Act and these Regulations;
- (d) the issuer shall report to the Minister annually or within any other period set out in the issuer agreement with respect to
 - (i) all contributions, payments and transfers to, and all payments and transfers from, an RDSP,
 - (ii) the assistance holdback amount, and
 - (iii) any other information related to the RDSP that is specified in the issuer agreement;
- (e) the issuer shall submit all information to the Minister in a format and manner that is acceptable to the Minister;

- d) le bénéficiaire n'a pas atteint l'âge de quarante-neuf ans à la fin de l'année précédant celle pour laquelle le bon est à verser;
- e) le bénéficiaire est un particulier admissible au CIPH pour l'année pour laquelle le bon est à verser;
- f) le ministre est d'avis que l'émetteur se conforme aux exigences du présent règlement et aux modalités de la convention d'émetteur applicable au REEI.

MODALITÉS DE LA CONVENTION D'ÉMETTEUR

4. Toute convention d'émetteur prévoit notamment, à titre de modalités, les obligations ci-après de l'émetteur :

- a) fournir au ministre les renseignements que celui-ci exige pour l'application de la Loi et du présent règlement;
- b) tenir des registres et livres comptables concernant les sommes versées en vertu de la Loi, selon les exigences de forme et de contenu que le ministre exige pour assurer la conformité à la Loi et au présent règlement;
- c) mettre à la disposition du ministre les documents et autres renseignements que celui-ci exige aux fins de vérification comptable des sommes versées ou remboursées en vertu de la Loi et du présent règlement;
- d) faire rapport au ministre chaque année ou aux autres intervalles prévus dans la convention d'émetteur :
 - (i) de tous les versements de cotisations, paiements et transferts faits à un REEI ainsi que de tous les retraits et transferts d'un REEI,
 - (ii) du montant de retenue,
 - (iii) des autres renseignements relatifs au REEI qui sont précisés dans la convention d'émetteur;
- e) fournir tout renseignement au ministre en la forme et de la manière que celui-ci juge acceptables;
- f) ne pas imposer de frais relatifs au REEI à l'égard du montant de retenue de celui-ci;

(f) the issuer shall not charge fees related to the RDSP against the assistance holdback amount of the RDSP;

(g) the issuer shall, when transferring the property of the RDSP, provide to the issuer of the new plan all information that it is required to provide in accordance with paragraph 146.4(8)(c) of the *Income Tax Act*; and

(h) the issuer shall repay any amount required to be repaid to the Minister under these Regulations and shall do so within the period specified in the agreement.

2010, c. 12, s. 29; 2012, c. 31, s. 71.

REPAYMENTS

5. (1) An issuer of an RDSP shall repay to the Minister, within the period set out in the issuer agreement, the assistance holdback amount if

- (a) the RDSP is terminated;
- (b) the plan ceases to be an RDSP as a result of the application of paragraph 146.4(10)(a) of the *Income Tax Act*;
- (c) a disability assistance payment is made from the RDSP;
- (d) the beneficiary ceases to be a DTC-eligible individual; or
- (e) the beneficiary dies.

(2) The amount that must be repaid as a result of the occurrence of an event described in subsection (1) is the lesser of

- (a) the assistance holdback amount of the RDSP immediately before the occurrence, and
- (b) the fair market value, immediately before the occurrence, of the property held by the RDSP.

(3) Despite subsections (1) and (2), if the beneficiary of an RDSP that is a specified disability savings plan dies or ceases to be a DTC-eligible individual, the issuer of the RDSP shall repay to the Minister, within the peri-

g) lors du transfert des biens du REEI, fournir à l'émetteur du nouveau régime tous les renseignements qu'il doit lui fournir aux termes de l'alinéa 146.4(8)c de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

h) rembourser au ministre toute somme à rembourser aux termes du présent règlement, et ce, dans le délai précisé dans la convention.

2010, ch. 12, art. 29; 2012, ch. 31, art. 71.

REMBOURSEMENTS

5. (1) L'émetteur d'un REEI rembourse au ministre le montant de retenue dans le délai précisé dans la convention d'émetteur, si l'un ou l'autre des événements ci-après se produit :

- a) le REEI prend fin;
- b) le régime cesse d'être un REEI par suite de l'application de l'alinéa 146.4(10)a de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- c) un paiement d'aide à l'invalidité est effectué dans le cadre du REEI;
- d) le bénéficiaire cesse d'être un particulier admissible au CIPH;
- e) le bénéficiaire décède.

(2) Le cas échéant, le montant à rembourser est le moindre des montants suivants :

- a) le montant de retenue du REEI immédiatement avant l'événement en cause;
- b) la juste valeur marchande des biens détenus dans le REEI immédiatement avant l'événement en cause.

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), si le bénéficiaire d'un REEI, qui est un régime d'épargne-invalidité déterminé, décède ou cesse d'être un particulier admissible au CIPH, l'émetteur du REEI rembourse au ministre, dans

od set out in the issuer agreement, any portion of an amount paid into the RDSP as a grant or bond within the 10-year period preceding the time of the death or cessation that remains in the RDSP at that time.

2011, c. 15, s. 8.

6. (1) An issuer of an RDSP shall repay to the Minister, within the period set out in the issuer agreement, any portion of an amount paid into the RDSP as a grant or bond to which there was no entitlement under the Act or these Regulations.

(2) A beneficiary of an RDSP shall repay to the Minister any portion of a disability assistance payment attributable to a grant payment or bond payment to which the beneficiary was not entitled under the Act or these Regulations.

7. For the purposes of calculating an amount to be repaid under these Regulations with respect to amounts that are transferred from a prior RDSP to a new RDSP in accordance with subsection 146.4(8) of the *Income Tax Act*, all amounts of bonds, grants and contributions transferred are considered to have been paid into or made to the new RDSP as of the day on which the amounts were paid into or made to the prior RDSP.

WAIVER — UNDUE HARDSHIP

8. For the purposes of section 11 of the Act, the Minister may

(a) waive the requirement in subparagraph 6(2)(a)(i) or 7(2)(a)(i) or (b)(i) of the Act that the individual be at least 18 years of age on December 31 of the year preceding the particular year if the beneficiary is not a qualified dependant of an eligible individual; and

(b) waive the period requirement in paragraph 2(b) or 3(c) if

(i) the issuer has exercised the standard of care in the operation of its electronic systems, including those related to back-up and systems security and networking, that is reasonable in the circumstances, and

le délai précisé dans la convention d'émetteur, toute partie d'une somme versée au REEI au titre d'une subvention ou d'un bon au cours des dix années précédant le moment du décès ou de la cessation qui demeure dans le REEI à ce moment.

2011, ch. 15, art. 8.

6. (1) L'émetteur d'un REEI rembourse au ministre, dans le délai précisé dans la convention d'émetteur, toute partie d'une somme qui aurait été versée sans droit, aux termes de la Loi ou du présent règlement, à un REEI au titre d'une subvention ou d'un bon.

(2) Le bénéficiaire d'un REEI rembourse au ministre toute partie d'un paiement d'aide à l'invalidité imputable à une subvention ou à un bon auquel il n'avait pas droit aux termes de la Loi ou du présent règlement.

7. Pour le calcul d'une somme à rembourser aux termes du présent règlement à l'égard de sommes transférées d'un ancien REEI à un nouveau REEI conformément au paragraphe 146.4(8) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les sommes transférées au titre de subventions, bons et cotisations sont réputées avoir été versées au nouveau REEI à la date à laquelle les sommes ont été versées à l'ancien REEI.

RENONCIATION — PRÉJUDICE INJUSTIFIÉ

8. Pour l'application de l'article 11 de la Loi, le ministre peut :

a) renoncer à l'exigence prévue aux sous-alinéas 6(2)a(i) ou 7(2)a(i) ou b(i) de la Loi selon laquelle le bénéficiaire doit être âgé de dix-huit ans ou plus au 31 décembre de l'année précédant l'année donnée s'il n'est pas une personne à charge admissible d'un particulier admissible;

b) renoncer au délai prévu aux alinéas 2b) ou 3c) dans les situations suivantes :

(i) l'émetteur a pris, dans les circonstances, les précautions voulues dans l'exploitation de ses systèmes électroniques, y compris en ce qui concerne

(ii) despite subparagraph (i), there is a technical malfunction of the electronic systems of either the issuer or the Minister, or other event that is beyond the reasonable control of the issuer or the Minister, that directly impairs the continued normal functioning of the electronic systems and prevents the transactions and exchanges of information relating to the application for the grant or bond from being submitted within the required period.

AUTHORIZED COLLECTION OF INFORMATION

9. For the purposes of section 15 of the Act, the following are prescribed information:

- (a) the beneficiary's name, address, date of birth, social insurance number and, if applicable, date of death;
- (b) if the holder is an individual, the holder's name, address and social insurance number;
- (c) if the holder is a department, agency or institution that maintains the beneficiary, its business name, business number and address;
- (d) the name and address of the issuer;
- (e) in relation to any specific RDSP, the number assigned to the corresponding plan in respect of which written notification was given by the Minister of National Revenue in accordance with paragraph 146.4(2)(a) of the *Income Tax Act*;
- (f) the number assigned to the disability savings plan entered into between the issuer and the holder;
- (g) the day on which the disability savings plan between the issuer and the holder was entered into;
- (h) the day on which the disability savings plan entered into between the issuer and the holder ends;
- (i) the date and amount of contributions paid into the RDSP;

les sauvegardes, les systèmes de sécurité et le réseautage,

(ii) malgré le sous-alinéa (i), une défectuosité technique des systèmes électroniques de l'émetteur ou du ministre — ou tout autre événement — échappant à son contrôle raisonnable empêche directement le fonctionnement normal ininterrompu de ses systèmes électroniques ainsi que toute opération et tout échange de renseignements liés à la demande de subvention ou de bon de se faire dans le délai prévu.

COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS AUTORISÉE

9. Pour l'application de l'article 15 de la Loi, les renseignements prévus sont :

- a) les nom, adresse, date de naissance et numéro d'assurance sociale du bénéficiaire et, s'il y a lieu, la date de son décès;
- b) s'il est un particulier, les nom, adresse et numéro d'assurance sociale du titulaire;
- c) s'il est un ministère, organisme ou établissement qui a la charge du bénéficiaire, les nom, adresse et numéro d'entreprise du titulaire;
- d) les nom et adresse de l'émetteur;
- e) relativement au REEI en cause, le numéro assigné au régime correspondant pour lequel a été reçue une notification écrite du ministre du Revenu national conformément à l'alinéa 146.4(2)a) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- f) le numéro assigné au régime d'épargne-invalidité établi entre l'émetteur et le titulaire;
- g) la date d'établissement du régime d'épargne-invalidité établi entre l'émetteur et le titulaire;
- h) la date à laquelle le régime d'épargne-invalidité établi entre l'émetteur et le titulaire prend fin;
- i) la date et le montant des cotisations versées au REEI;
- j) la somme totale des cotisations versées au REEI;

- (j) the total amount of contributions paid into the RDSP;
- (k) the amount of total earnings in the RDSP;
- (l) if there is a transfer of amounts from a prior RDSP to a new RDSP,
- (i) the amounts transferred as well as the book value and fair market value of those amounts,
 - (ii) the transfer date,
 - (iii) the name and address of the new issuer,
 - (iv) with respect to both the prior RDSP and new RDSP, the number assigned to the corresponding plan in respect of which written notification was given by the Minister of National Revenue in accordance with paragraph 146.4(2)(a) of the *Income Tax Act*, and
 - (v) with respect to both the prior RDSP and new RDSP, the number assigned to the disability savings plan entered into between the issuer and the holder;
- (m) if there is a new holder of an RDSP after the RDSP is entered into, the new holder's name, address and social insurance number or business number, as the case may be, and the day on which they became the new holder of the RDSP;
- (n) the disability assistance payments made, indicating the taxable and non-taxable portions of the payments and the date of each payment made;
- (o) the fair market value of the RDSP;
- (p) if a contribution is withdrawn subsequent to a waiver granted by the Minister of National Revenue in accordance with paragraph 146.4(12)(c) of the *Income Tax Act*, the amount and date of the contribution withdrawn; and
- (q) whether or not a beneficiary is a DTC-eligible individual.
- k) la somme totale des revenus du REEI;
- l) si des sommes sont transférées d'un ancien REEI à un nouveau, les renseignements suivants :
- (i) les montants en cause, et leurs valeurs comptable et marchande,
 - (ii) la date du transfert,
 - (iii) les nom et adresse du nouvel émetteur,
 - (iv) relativement à l'ancien et au nouveau REEI, le numéro assigné au régime correspondant pour lequel a été reçue une notification écrite du ministre du Revenu national conformément à l'alinéa 146.4(2)a) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,
 - (v) le numéro assigné au régime d'épargne-invalidité établi entre l'émetteur et le titulaire pour l'ancien et le nouveau REEI;
- m) s'il y a un nouveau titulaire du REEI après l'établissement de celui-ci, ses nom et adresse ainsi que son numéro d'assurance sociale ou numéro d'entreprise, selon le cas, et la date à laquelle il en est devenu le nouveau titulaire;
- n) les paiements d'aide à l'invalidité effectués, y compris une indication des parties imposables et non imposables de ces paiements, ainsi que la date de chaque paiement;
- o) la juste valeur marchande du REEI;
- p) dans le cas d'un retrait de cotisation par suite de la renonciation accordée par le ministre du Revenu national conformément à l'alinéa 146.4(12)c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les montant et date du retrait;
- q) la mention du fait que le bénéficiaire est un particulier admissible au CIPH ou non.

COMING INTO FORCE

*10. These Regulations come into force on the day on which section 136 of the *Budget and Economic Statement Implementation Act, 2007*, chapter 35 of the Statutes of Canada 2007, comes into force.

* [Note: Regulations in force December 1, 2008, *see* SI/2008-63.]

ENTRÉE EN VIGUEUR

*10. Le présent règlement entre en vigueur à la date à laquelle l'article 136 de la *Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007*, chapitre 35 des Lois du Canada (2007), entre en vigueur.

* [Note: Règlement en vigueur le 1^{er} décembre 2008, *voir* TR/2008-63.]

RELATED PROVISIONS

— 2010, c. 12, s. 29(2)

29. (2) Subsection (1) applies to the 2009 and subsequent years.

DISPOSITIONS CONNEXES

— 2010, ch. 12, par. 29(2)

29. (2) Le paragraphe (1) s'applique à 2009 et aux années suivantes.

AMENDMENTS NOT IN FORCE

— 2012, c. 31, s. 72

72. (1) Subsections 5(1) and (2) of the Regulations are replaced by the following:

5. (1) Subject to sections 5.1 and 5.2, an issuer of an RDSP shall repay to the Minister, within the period set out in the issuer agreement, the amount referred to in subsection (2) if

- (a) the RDSP is terminated;
- (b) the plan ceases to be an RDSP as a result of the application of paragraph 146.4(10)(a) of the *Income Tax Act*;
- (c) the beneficiary ceases to be a DTC-eligible individual, unless they are the subject of an election made under subsection 146.4(4.1) of the *Income Tax Act*; or
- (d) the beneficiary dies.

(2) The amount that must be repaid as a result of the occurrence of an event described in subsection (1) is the lesser of

- (a) the fair market value, immediately before the occurrence, of the property held by the RDSP, and
- (b) the assistance holdback amount of the RDSP immediately before the occurrence.

(2) Subsection (1) comes into force on January 1, 2014.

— 2012, c. 31, s. 73

73. (1) The Regulations are amended by adding the following after section 5:

5.1 If an event described in paragraph 5(1)(a), (b) or (d) occurs while the beneficiary of an RDSP is the subject of an election made under subsection 146.4(4.1) of the *Income Tax Act*, the issuer of the RDSP shall repay to the Minister, within the period set out in the issuer agreement, the lesser of

- (a) the fair market value, immediately before the occurrence of the event, of the property held by the RDSP, and
- (b) the amount determined by the formula

$$A + B - C$$

where

- A is the assistance holdback amount of the RDSP immediately before the beneficiary ceased to be a DTC-eligible individual,
- B is the amount of any grant or bond that is paid into the RDSP during the period beginning on the day on which the beneficiary ceased to be a DTC-eligible individual and ending on the day on which the event occurs, and
- C is the amount of any grant or bond that has been repaid since the day on which the beneficiary ceased to be a DTC-eligible individual.

MODIFICATIONS NON EN VIGUEUR

— 2012, ch. 31, art. 72

72. (1) Les paragraphes 5(1) et (2) du même règlement sont remplacés par ce qui suit:

5. (1) Sous réserve des articles 5.1 et 5.2, l'émetteur d'un REEI rembourse au ministre le montant prévu au paragraphe (2) dans le délai précisé dans la convention d'émetteur, si l'un ou l'autre des événements ci-après se produit:

- a) le REEI prend fin;
- b) le régime cesse d'être un REEI par suite de l'application de l'alinéa 146.4(10)a) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- c) le bénéficiaire cesse d'être un particulier admissible au CIPH, sauf s'il fait l'objet d'un choix aux termes du paragraphe 146.4(4.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- d) le bénéficiaire décède.

(2) Le cas échéant, le montant à rembourser est le moindre des montants suivants:

- a) la juste valeur marchande des biens détenus dans le REEI immédiatement avant l'événement en cause;
- b) le montant de retenue du REEI immédiatement avant l'événement en cause.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

— 2012, ch. 31, art. 73

73. (1) Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit:

5.1 Si l'un ou l'autre des événements prévus aux alinéas 5(1)a), b) et d) se produit alors que le bénéficiaire d'un REEI fait l'objet d'un choix aux termes du paragraphe 146.4(4.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, l'émetteur du REEI rembourse au ministre le moindre des montants ci-après, dans le délai précisé dans la convention d'émetteur:

- a) la juste valeur marchande des biens détenus dans le REEI immédiatement avant l'événement en cause;
- b) le montant déterminé par la formule suivante:

$$A + B - C$$

où:

- A représente le montant de retenue du REEI immédiatement avant que le bénéficiaire cesse d'être un particulier admissible au CIPH,
- B le montant des subventions et bons versés au REEI au cours de la période commençant le jour où le bénéficiaire cesse d'être un particulier admissible au CIPH et se terminant le jour de l'événement en cause,
- C le montant des subventions et bons remboursés depuis le jour où le bénéficiaire a cessé d'être un particulier admissible au CIPH.

5.2 If an election made under subsection 146.4(4.1) of the *Income Tax Act* in respect of the beneficiary of an RDSP ceases to be valid because of paragraph 146.4(4.2)(b) of that Act, the issuer of the RDSP shall repay to the Minister, within the period set out in the issuer agreement, the lesser of

- (a) the fair market value, immediately before the election ceases to be valid, of the property held by the RDSP, and
- (b) the amount determined by the formula

$$A + B - C$$

where

- A is the assistance holdback amount of the RDSP immediately before the beneficiary ceased to be a DTC-eligible individual,
- B is the amount of any grant or bond that is paid into the RDSP during the period beginning on the day on which the beneficiary ceased to be a DTC-eligible individual and ending on the day on which the election ceases to be valid, and
- C is the amount of any grant or bond that has been repaid since the day on which the beneficiary ceased to be a DTC-eligible individual.

5.3 (1) Subject to section 5.4, if a disability assistance payment is made, the issuer of the RDSP shall repay to the Minister, within the period set out in the issuer agreement, the least of the following amounts:

- (a) \$3 for every \$1 of disability assistance payment made,
- (b) the fair market value, immediately before the making of the disability assistance payment, of the property held by the RDSP, and
- (c) the assistance holdback amount of the RDSP immediately before the making of the disability assistance payment.

(2) An issuer that repays the amount referred to in paragraph (1)(a) is to do so from the grants and bonds that were paid into the RDSP within the 10-year period preceding the making of the disability assistance payment, in the order in which they were paid into it.

5.4 (1) If a disability assistance payment is made to a beneficiary who is the subject of an election made under subsection 146.4(4.1) of the *Income Tax Act*, the issuer of the RDSP shall repay to the Minister, within the period set out in the issuer agreement, the least of the following amounts:

- (a) \$3 for every \$1 of disability assistance payment made,
- (b) the fair market value, immediately before the making of the disability assistance payment, of the property held by the RDSP, and
- (c) the amount determined by the formula

$$A + B - C$$

where

- A is the assistance holdback amount of the RDSP immediately before the beneficiary ceased to be a DTC-eligible individual,
- B is the amount of any grant or bond that is paid into the RDSP during the period beginning on the day on which the beneficia-

5.2 Si un choix fait en vertu du paragraphe 146.4(4.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* à l'égard du bénéficiaire d'un REEI cesse d'être valide par l'effet de l'alinéa 146.4(4.2)b) de cette loi, l'émetteur du REEI rembourse au ministre le moindre des montants ci-après, dans le délai précisé dans la convention d'émetteur :

- a) la juste valeur marchande des biens détenus dans le REEI immédiatement avant que le choix cesse d'être valide;
- b) le montant déterminé par la formule suivante :

$$A + B - C$$

où :

- A représente le montant de retenue du REEI immédiatement avant que le bénéficiaire cesse d'être un particulier admissible au CIPH,
- B le montant des subventions et bons versés au REEI au cours de la période commençant le jour où le bénéficiaire cesse d'être un particulier admissible au CIPH et se terminant le jour où le choix cesse d'être valide,
- C le montant des subventions et bons remboursés depuis le jour où le bénéficiaire a cessé d'être un particulier admissible au CIPH.

5.3 (1) Sous réserve de l'article 5.4, si un paiement d'aide à l'invalidité est versé, l'émetteur du REEI rembourse au ministre le moindre des montants ci-après, dans le délai précisé dans la convention d'émetteur :

- a) trois dollars pour chaque dollar versé à titre de paiement d'aide à l'invalidité;
- b) la juste valeur marchande des biens détenus dans le REEI immédiatement avant le paiement en cause;
- c) le montant de retenue du REEI immédiatement avant le paiement en cause.

(2) L'émetteur qui rembourse le montant visé à l'alinéa (1)a) le fait à partir des subventions ou des bons versés au REEI au cours des dix années précédant le versement du paiement d'aide à l'invalidité, selon l'ordre dans lequel les subventions ou les bons y ont été versés.

5.4 (1) Si un paiement d'aide à l'invalidité est versé au bénéficiaire qui fait l'objet d'un choix aux termes du paragraphe 146.4(4.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, l'émetteur du REEI rembourse au ministre le moindre des montants ci-après, dans le délai précisé dans la convention d'émetteur :

- a) trois dollars pour chaque dollar versé à titre de paiement d'aide à l'invalidité;
- b) la juste valeur marchande des biens détenus dans le REEI immédiatement avant le paiement en cause;
- c) le montant déterminé par la formule suivante :

$$A + B - C$$

où :

- A représente le montant de retenue du REEI immédiatement avant que le bénéficiaire cesse d'être un particulier admissible au CIPH,

ry ceased to be a DTC-eligible individual and ending on the day on which the disability assistance payment is made, and

C is the amount of any grant or bond that has been repaid since the day on which the beneficiary ceased to be a DTC-eligible individual.

(2) An issuer that repays the amount referred to in paragraph (1)(a) is to do so from the grants and bonds that were paid into the RDSP within the 10-year period before the beneficiary ceased to be a DTC-eligible individual and those that were paid into the RDSP within the period referred to in the description of B in paragraph (1)(c), in the order in which they were paid into it.

(3) Subsection (1) does not apply in respect of any disability assistance payment made in the calendar year in which the beneficiary of the RDSP attains 60 years of age, or in any subsequent calendar year, if the total amount of disability assistance payments made to the beneficiary in that calendar year is less than or equal to the amount determined in accordance with paragraph 146.4(4)(l) of the *Income Tax Act* for that calendar year.

(2) Subsection (1) comes into force on January 1, 2014.

B le montant des subventions et bons versés au REEI au cours de la période commençant le jour où le bénéficiaire cesse d'être un particulier admissible au CIPH et se terminant le jour où le paiement d'aide à l'invalidité est versé,

C le montant des subventions et bons remboursés depuis le jour où le bénéficiaire a cessé d'être un particulier admissible au CIPH.

(2) L'émetteur qui rembourse le montant visé à l'alinéa (1)a) le fait à partir des subventions et des bons versés au REEI au cours des dix années précédant le jour où le bénéficiaire cesse d'être un particulier admissible au CIPH et de ceux qui y ont été versés au cours de la période visée à l'élément B de la formule figurant à l'alinéa (1)c), selon l'ordre dans lequel les subventions et les bons y ont été versés.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des paiements d'aide à l'invalidité versés au cours de l'année civile au cours de laquelle le bénéficiaire du REEI atteint l'âge de 60 ans ou au cours de toute année civile subséquente, si le montant total des paiements d'aide à l'invalidité qui lui ont été versés au cours de cette année civile est inférieur ou égal à la somme déterminée conformément à l'alinéa 146.4(4)l) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour cette année.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.